

Climat : l'agriculture bretonne au pied du mur

Le Haut conseil breton pour le climat dresse un état des lieux alarmant, qui impose des changements en profondeur à l'agriculture bretonne si elle veut survivre.

Ils sont géographe, biologiste, agronome, hydrologue, océanographe, économiste, sociologue... Les vingt membres du Haut conseil breton pour le climat ne sont pas là pour « donner des leçons », mais pour « fournir les données scientifiques » utiles à l'action publique. Leur dernier bulletin (de santé) porte sur l'agriculture bretonne face au changement climatique.

Avec la hausse des températures, les pommiers fleurissent plus vite, le maïs et le blé se récoltent deux semaines plus tôt qu'avant. « Ce sera un mois à la fin du siècle. »

Le thé, la vigne, font leur apparition et peut-être bientôt le sorgho (originaire d'Afrique). Dans les Pays de la Loire, des maraîchers ont abandonné la mâche, le haricot, le petit pois, le chou au profit de cultures « raturales » : aubergines, poivrons, piment, patate douce...

L'agriculture représente 40 % des émissions de gaz à effet de serre en Bretagne (devant le transport routier, 31 %) et 58 % de l'impact climatique est dû au méthane issu de l'élevage. Les experts estiment qu'il faudrait



Le groupe d'experts a été créé, il y a trois ans, par le conseil régional.

(PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE)

« deux fois la surface agricole utile en Bretagne » pour nourrir le cheptel breton (bovins, volaille, porc...) dont la densité est trois fois supérieure au national. Ainsi, l'importation de protéines végétales, comme le tourteau de soja du Brésil, pèse 20 % de l'empreinte carbone globale. « Il ne s'agit pas de supprimer l'élevage de ruminants, mais plutôt son intensification, en encourageant le retour à

l'herbe. » Et en replantant des haies et des talus. « Pourtant, on continue d'en détruire plus que l'on en crée. »

Mais ces changements en profondeur, l'abandon du modèle intensif breton, risquent de faire grincer des dents. « Il n'y a pas une agriculture, mais plusieurs. Il faut prendre en compte cette diversité, dépasser les freins », soulignent les experts, qui ont pris soin d'auditionner les cham-

bres consulaires, les industriels de l'agroalimentaire. Ils se sont appuyés aussi sur les agriculteurs impliqués dans les réseaux de transition Climatveg et Fermadapt. « Dans ces groupes, des agriculteurs ont bien conscience que le système ne peut pas perdurer ainsi », note l'une des scientifiques du Haut conseil.

Laurent LE GOFF.